

Déclaration de la FSU Ardennes au CSA-sD du mardi 25 mars 2025

Le retour au pouvoir de Donald Trump marque un basculement profond dans les relations internationales. Cette secousse américaine a de multiples répliques au niveau international. Donald Trump s'est aligné sur Vladimir Poutine, partageant avec lui la même vision d'un monde dominé par les rapports de force et la brutalité, l'impérialisme et l'expansionnisme tout cela, au mépris des principes du droit international et du respect des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Face à ces tensions internationales et menaces sur la sécurité de l'Europe, Emmanuel Macron a annoncé la réorientation du budget vers une économie de guerre, pointant des « investissements supplémentaires qui sont désormais devenus indispensables », mais « sans que les impôts soient augmentés ». La FSU dénonce le doublement du budget militaire qui passerait de 50 à 100 milliards au détriment d'autres budgets. La FSU s'opposera à toute diminution des budgets de l'Éducation, de la santé et des services publics au prétexte de financement de l'effort de guerre.

Emmanuel Macron enrobe ce discours d'une couche de pseudo culpabilisation : « il faudra des réformes, du choix, du courage ».. Ajouté à d'autres déclarations de l'exécutif, de députés du centre et de la droite, ou d'économistes libéraux, tout laisse craindre une forme d'instrumentalisation du contexte international pour pousser l'agenda des réformes libérales.

Pour financer l'effort de défense, Eric Lombard, le ministre de l'Économie, a affirmé la nécessité de travailler plus longtemps. Antoine Armand, ex-ministre de l'Économie, a affirmé la nécessité d'interroger le temps de travail des enseignant-es et pointé le grand nombre de professeur-es dans le pays. Plusieurs économistes libéraux bloquent toute possibilité de revenir sur la réforme des retraites. Pour la FSU, ces choix seraient catastrophiques : sacrifier les services publics et les solidarités, en jouant la carte de l'opposition entre la défense, l'Éducation, les services publics et l'environnement pourrait conduire à aggraver la crise sociale, politique et environnementale dont profitera inmanquablement l'extrême droite.

Alors qu'Emmanuel Macron annonce sa volonté de refonder le SNU, qui « correspondra aux besoins de la Nation et aux priorités identifiées », la FSU rappelle qu'il est indispensable de préserver l'avenir de la jeunesse, dont l'horizon ne peut être réduit à une forme de militarisation de l'avenir, sous forme de SNU ou d'EMC allégée de toute dimension réflexive et émancipatrice. La FSU réaffirme l'impératif à développer une éducation à la paix. Le contexte international est désormais instrumentalisé pour justifier la politique d'austérité budgétaire pour les services publics et les politiques sociales. Le conclave sur la réforme de retraite a une feuille de route de plus en plus corsetée : François Bayrou cadre les discussions par un retour à l'équilibre en 2030 et refuse de bouger l'âge légal de départ à la retraite, faisant mine « en même temps » de vouloir instaurer une concertation avec les partenaires sociaux, concertation déjà bien mise à mal, probablement vouée à l'échec, dont le Premier ministre portera l'entière responsabilité.

Dans la Fonction Publique, le gouvernement a renoncé à l'ajout de 2 jours de carence mais il a maintenu la réduction de 100% à 90% de la rémunération maintenue au titre de l'indemnisation des trois premiers mois en congé maladie à compter du 1er mars. C'est pourtant l'ensemble de ces mesures dites Kasbarian qui avaient fortement mobilisé la Fonction publique le 5 décembre. C'est l'ensemble de ces mesures qu'il faut

retirer, y compris le jour de carence déjà instauré. Elles constituent une nouvelle attaque contre les agent-es qui assurent des missions essentielles pour le lien social et la lutte contre les inégalités sociales et territoriales et dont les métiers connaissent une crise d'attractivité qui met en péril ces missions. Les agent-es publics refusent d'être stigmatisé-es et traité-es comme s'ils et elles étaient coupables d'être malades. La FSU réaffirme que la protection de celles et ceux qui vivent de leur travail contre les pertes de revenus dues à la maladie est un fondement de la sécurité sociale. Il ne s'agit donc pas d'une banale mesure budgétaire, mais d'une attaque frontale contre notre système de protection sociale, ce que nous dénonçons vivement.

Dans l'Education, l'annulation des 4000 suppressions de postes n'a pas empêché plusieurs académies de perdre des moyens. Globalement, les moyens alloués à la rentrée 2025 dégradent encore les conditions d'étude des élèves et les conditions de travail des personnels. Les DHG insuffisantes dans de nombreux collèges et lycées vont encore donner lieu à des classes à effectifs pléthoriques, entraîner la multiplication d'heures supplémentaires, renforcer la concurrence entre disciplines, options, spécialités et entre établissements du fait d'une marge d'autonomie toujours insuffisante, fragiliser encore certains enseignements, certains dédoublements, multiplier les compléments de service ou mesures de carte scolaire qui fragmentent et suppriment les postes.

Alors que le remplacement est affiché comme une priorité, l'administration renonce à assurer des suppléances, faute de moyens, refusant le recrutement de contractuels pourtant disponibles et mettant la pression sur les TZR. Elle exploite par ailleurs le Pacte pour dénaturer et ubériser l'acte pédagogique que doit rester le remplacement.

Le Pacte avec tous ses effets délétères continue de se déployer, la baisse des dotations en HSE incitant certain-es collègues à se tourner vers cette modalité de rémunération pour leurs missions supplémentaires. La FSU continue de dénoncer le Pacte et le combattra jusqu'à sa suppression, comme elle combat toute logique d'individualisation des missions, de la rémunération et des carrières.

En collèges, la ministre a expliqué vouloir maintenir les groupes de niveau en Sixième et Cinquième à la rentrée pour que la DEPP et l'IG puissent mener à terme l'évaluation de ce dispositif sur une cohorte complète. Les premiers éléments de cette étude, comme la ministre a pu en faire état indirectement devant le Sénat, confirmeraient toutes les analyses et constats de la FSU. Elle exige donc du ministère qu'il communique au plus vite les premiers enseignements de cette enquête pour en finir sans attendre avec les groupes de niveau dès la rentrée 2025. Cinq mois après l'annulation par le Conseil d'État de l'arrêté et de la note de service organisant les groupes de niveau sur les quatre années du collège, le ministère n'a toujours pas publié les nouveaux textes (décret et arrêté) examinés lors du CSE le 20 janvier 2025, où ils ont été rejetés à la quasi unanimité. Ce peu d'empressement peut s'interpréter dans la lignée d'autres arbitrages de la ministre E. Borne (extinction programmée des prépa-Seconde, abandon du DNB couperet et des groupes de niveau en Quatrième et Troisième). Les enseignants sont satisfaits de ces reculs importants, qui progressivement neutralisent une grande partie des mesures du « Choc des savoirs ».

Mais l'absence de nouveaux textes réglementaires à ce jour est une façon pour le ministère de renvoyer l'application ou non de la réforme au local, ce qui a permis à des directions d'imposer en conseil d'administration une organisation en groupes en Sixième et Cinquième, banalisant la pratique illégale de faire voter des dispositions non réglementaires. Pour l'heure, la rentrée en collège doit donc se préparer selon le texte en vigueur organisant la rentrée 2023 sans regroupement d'élèves en mathématiques et en français, si ce n'est le soutien/approfondissement. La FSU continue de s'opposer aux groupes de niveau et met à disposition des équipes de collège le matériel nécessaire pour obtenir leur dissolution et la suppression de

toutes les mesures qui pèsent sur la charge de travail des collègues (alignements, brassages, progressions et évaluations communes imposées). Elle rappelle que la liberté pédagogique des enseignants reste inscrite dans le Code de l'Éducation.

Nous souhaitons également faire un focus sur le Pass culture. Seul moyen de financer l'Éducation artistique et culturelle dans le cadre scolaire, le Pass Culture a en effet été suspendu brutalement fin janvier, en pleine année scolaire. Cette décision inacceptable a mis des équipes en difficulté pour le financement d'interventions, de projets, de spectacles...

La FSU demande le maintien du budget alloué au Pass Culture. Au-delà, l'État doit assumer tous les besoins éducatifs de l'École publique avec une politique soucieuse de développer les pratiques culturelle et artistiques et de démocratiser l'accès à la Culture.

Dans ce climat général, politique, social et économique particulièrement anxiogène, la préparation de rentrée 2025 se déroule -malheureusement- comme d'habitude avec les mêmes annonces de suppressions de moyens, de fermetures de classes et divisions, de reprises de postes, comme si toutes ces restrictions et dégradations allaient permettre à l'École, -priorité du gouvernement il n'y a pas si longtemps encore-, d'offrir aux élèves de meilleures conditions d'étude et d'apprentissages et aux personnels de meilleures conditions de travail, lui permettant aussi de prendre en charge toutes les problématiques (école inclusive, santé mentale, attractivité des métiers, recrutement,...) auxquelles elle est confrontée.

Alors que le gouvernement et le ministère tentent péniblement de faire croire que l'Éducation serait préservée (4000 postes non supprimés mais budget à moyens constants, cherchez l'erreur ou la manipulation surtout...), dans notre département, au prétexte (encore et encore !) d'une certaine baisse démographique, dans nos écoles, 32 classes ont été fermées (pour 10 implantations et 15 postes d'enseignants supprimés), dans nos lycées, c'est plus d'une trentaine d'emplois qui disparaissent, 20 postes d'enseignants, 3 personnels de direction, 1 Psy-EN, 4,5 personnels administratifs, 1 DDFPT et 2,5 AED, l'opération « fermeture du lycée Simone Veil » permettant à cet égard, à elle seule, la suppression de 14,5 postes (6 enseignants et 8,5 non-enseignants, sans même parler des moyens horaires avec une DHG, réduite de moitié après sa répartition sur les 2 établissements d'accueil...) !

Enfin, dans nos collèges, alors que tous les personnels, les parents et les élèves ne cessent de dire que les conditions d'étude et d'apprentissage des élèves, les conditions de travail des personnels se dégradent considérablement en lien avec les nombreuses problématiques (familiales, sociétales,...) qui impactent l'École, la mise en œuvre de l'école inclusive sans moyens suffisants, des politiques éducatives inadaptées, des restrictions budgétaires continues, incompréhensibles et véritablement destructrices de notre service public d'éducation, ce sont encore 3 postes, -sans doute superflus ?- qui vont être repris, pour un solde de - 50 emplois, véritable plan social de l'Éducation, dans un département pourtant déjà bien paupérisé, qui mériterait une tout autre attention et une tout autre considération, avec des services publics renforcés sur tout le territoire notamment.